

Texte support/accompagnement de la soirée du 8 octobre 2021 sur éducation populaire

1- Définition(s) d'"Education populaire"

Education, étymologie :

Du latin *Dux*, *Ducis* (guide, chef) d'où *Ducere* (conduire, commander), et aussi *Educere* (conduire hors de...) et *Educare* (élever - hommes ou animaux - former, instruire).

Définition de terme "éducation" assez classique, tirée d'un dictionnaire de philosophie d'usage courant :

Action méthodique exercée par un adulte sur un enfant ou un adolescent en vue de développer l'ensemble de ses aptitudes physique ou intellectuelle ou ses qualités morales

- différents types d'éducation : éducation physique, éducation morale, éducation religieuse, éducation surveillée, éducation formelle, formelle-non formelle-informelle, éducation permanente, éducation tout au long de la vie, éducation populaire..

Peuple (pour "populaire")

Pour Christian Maurel (2000/2010), on peut décliner le sens de "peuple" de trois façons :

1°) Une **conception politique** du peuple. Construite à l'époque des Lumières, il s'agit de l'ensemble des citoyens appelés à s'exprimer par le vote, citoyens souverains constitutifs d'une volonté générale qui transcende la diversité des individus, les intérêts, les cultures.

2°) Une **conception sociale** du peuple qui renvoie à la fraction souffrante du peuple, souvent la plus nombreuse pouvant rassembler des personnes et des groupes sociaux exclus à certains moments de la participation politique.

3°) Une **conception anthropologique** du peuple qui renvoie à l'identité référée à une culture qui généralement refuse le mélange avec d'autres cultures (quelquefois on parle de « génie »), à une terre, à une culture qu'il s'agit selon les cas de promouvoir, préserver, imposer. C'est le peuple au sens germanique de Volk, et aussi de communauté avec des dérives possibles.

Je prends le risque d'ajouter une quatrième conception, où le peuple fait avancer l'histoire, précipite les événements sociaux et politiques, bousculant les mécanismes

politiques institués. C'est le peuple des débuts de la Révolution française avant les dérives qui vont suivre, aussi celui de la révolution russe de 1905, pour quelques années avant la prise en main léniniste, celui des barricades de la Commune de Paris, de 1936 dans les ateliers occupés, et même celui qui en 68 est, en partie, en grève avant les étudiants, et parfois les rejoint dans les manifestations. C'est ce peuple qui a du cœur au ventre, c'est le peuple souffrant peut-être mais dynamique et non inerte politiquement, le peuple parfois instituant (sachant bien qu'il peut parfois être l'inverse, défenseur de l'institué). C'est cette partie de la population, de la multitude, bien différente dans sa façon de changer les choses de l'aristocratie ou de la bourgeoisie, ou de la partie élevée des classes moyennes modernes.

Ceci dit, trop rapidement, pour les approches des deux termes éducation et populaire

Pour le "que faire du peuple", pour, par et avec lui, je propose un pas de côté. Une question de se pose : quelles sont les raisons de ma pulsion d'éduquer le peuple?

Pour l'éducateur populaire : Pourquoi donc vouloir éduquer le peuple? Pourquoi estimer que le peuple éprouve le besoin d'être plus éduqué ? Est-il vu comme plus faible, incapable de s'en tirer seul (ce qui n'est ni complément exact ni complètement inexact), se prend-on de compassion pour lui, nous attendrit-il encore, nous issus de ce peuple mais devenus en quelque sorte son "élite" (nos diplômés, nos situations sociales et culturelles)?

En éducation populaire, l'éducateur est bien sûr renvoyé au sens des mots, mais aussi sa représentation, à sa vision, de celles et eux qu'il entend et prétend éduquer. Renvoyé à ses finalités, aussi.

Fait-on de l'EP par compassion, empathie, par charité, pour des raisons économiques, idéologiques, politiques, pédagogiques, par militantisme? Réponses ouvertes....

2 - Définition (introuvable) de l'éducation populaire (EP)

L'EP est difficile à définir, il n'y a pas d'accord général sur une définition particulière, pas plus dans les milieux de l'EP que dans celui de la recherche (un peu comme pour "éducation" tout court, d'ailleurs). L'EP est une éducation non formelle difficile à cerner, qui se ramifie avec les domaines de la culture, de l'intervention sociale, de l'économie sociale et solidaire, de l'action politique et bien sûr de l'éducation tous azimuts.

Il est historiquement admis que l'éducation populaire est une éducation conçue pour la classe la plus nombreuse et la plus démunie (même si les moins démunis sont rarement atteints, ce qui est un problème traversant les grandes périodes de l'EP...)

L'éducation populaire est un projet de démocratisation de l'enseignement porté par des associations dans le but de compléter l'enseignement scolaire et de former des citoyens (G. Poujol, 1981).

Il s'agit de faciliter l'accès aux savoirs, à la culture, afin de développer la conscientisation, l'émancipation en recourant aux pédagogies actives pour rendre chacun acteur de ses apprentissages, qu'il partage avec d'autres, et l'éducation populaire estime son action indispensable à une démocratie stimulée par des citoyens responsables (J-C Richez, J-C, 2013).

Renvoyant à de nouvelles tendances en EP, à partir des années 1990, selon Christian Maurel, sans exclure les deux premières définitions, l'EP est davantage : « *l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple et augmentent leur puissance démocratique d'agir [...] ses méthodes mobilisent ceux qu'elle concerne en les mettant en position "d'auteurs/acteurs" de la conscientisation, de l'émancipation [...] elle anime cette intelligence collective de l'action et socialise - au sens de mettre en commun - les savoirs d'action pertinents et transférables [...]* (C. Maurel, 2010).

Avec des termes clés comme *politique, émancipation, puissance d'agir, conscientisation, émancipation*, on assiste selon les regards, soit à un retour aux anciens idéaux de l'EP qu'on aurait peut-être perdus de vue, soit à une nouvelle tendance nommée parfois EPP (éducation populaire politique).

3 - Regards historiques

L'histoire « traditionnelle » de l'éducation populaire s'inscrit entre le rapport Condorcet (avril 1792 à l'assemblée législative, ne sera pas appliqué), qui promeut l'idée d'une instruction s'étendant sur tout le cycle de vie, et l'éducation permanente puis ETLV (surtout depuis la loi de 1971) lui sont redevables.

Pour Bénigno Cacérès (1964), cette éducation ne s'est pas développée uniquement par le jeu d'événements historiques particuliers, mais « *aussi lorsqu'il existe une certaine unanimité au sein de milieux assez larges, où se recrutent des hommes décidés à mettre leur savoir à la disposition de tous* ».

Exemples de faits historiques marquants et d'une volonté « d'aller au peuple » des couches sociales détentrices du savoir : les journées insurrectionnelles de 1830 seront suivies de la création de l'Association Polytechnique, la révolution de 1848 préfigurera une rapide extension des cours pour adultes, les lois Ferry de 1882 sur l'école gratuite, obligatoire et laïque sont précédées d'une grande activité de la Ligue de l'Enseignement fondée en 1866 ; 1898 et la puissance de l'affaire Dreyfus fait descendre les intellectuels vers les ouvriers au sein des Universités populaires ; c'est du moins ce qui était visé...

De la rencontre entre les instituteurs et les éclaireurs de France dans les années 1930 naissent les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA) et de la même rencontre naîtront en 1944 les Francs et Franches Camarades (FRANCAS Association complémentaire de l'école).

1936 rendra possible la concrétisation de nombreuses ambitions de l'éducation populaire, avec principalement la reconnaissance du droit au loisir ;

1945 et la Libération verront la rencontre de divers courants de l'éducation populaire, catholiques, protestants, militants syndicaux, qui se sont retrouvés dans les maquis de la résistance puis donneront naissance ultérieurement à des mouvements importants comme Peuple et Culture, les Maisons de Jeunes et de la Culture et leurs fédérations ; la Fédération Léo Lagrange, la Fédération des foyers ruraux, la Ligue de l'enseignement, Culture et Liberté et bien d'autres.

Chronologie (tirée de J-C Richez 2013) :

- 1852 Union chrétienne des jeunes gens
- 1866 Ligue de l'enseignement
- 1894 Fédération des Bourses du travail
- 1898 Société des universités populaires
- 1899 Cercles d'études du Sillon
- 1907 Union pour les centres de vacances (UFCV)
- 1911 Éclaireurs de France
- 1920 Scouts de France
- 1922 Fédération nationale des centres sociaux et socioculturels
- 1926 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
- 1929 Jeunesse ouvrière rurale (aujourd'hui MRJC)
- 1929 Première auberge de jeunesse
- 1936 Centre d'entraînement aux méthodes éducatives actives (CEMÉA)
- 1943 Agrément d'éducation populaire
- 1944 Francs et franchises camarades (aujourd'hui Francas)
- 1944 Corps des instructeurs spécialisés
- 1945 Centre d'éducation populaires (futurs CREPS)
- 1945 Peuple et culture
- 1946 Fédération nationale des foyers ruraux
- 1947 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (MJC)
- 1950 Fédération Léo Lagrange
- 1953 Institut national d'éducation populaire (futur Injep)
- 1964 Diplôme d'état de conseiller d'éducation populaire (DECEP)
- 1964 Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP)
- 1968 Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)
- 1985 Conseillers d'éducation populaire et jeunesse (CEPJ)
- 1990 Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep)

Compte tenu de la diversité de ses composantes républicaines - ouvrières, religieuses, républicaines laïques -, chacun est passé par l'éducation populaire, depuis les activités périscolaires jusqu'aux patronages, les pratiques sportives ou artistiques, les bibliobus, un certain type de tourisme, les MJC, les chantiers de jeunes, l'alphabétisation, les cours d'adultes, le scoutisme ou encore les Auberges de jeunesse, les Universités populaires...

A cette liste, et chronologiquement, sont venues s'ajouter plus récemment des structures se reconnaissant dans les pratiques et démarches d'éducation populaire : associations contre la précarité, l'exclusion, pour l'environnement, la santé. Depuis les années 1990, on peut citer parmi d'autres la Fédération nationale des écoles de parents et éducateurs (Fnepe), ATD Quart Monde, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), les Réseaux réciproques d'échanges de savoirs (Rers), l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) ou l'Association française des Petits débrouillards. Il y aura également les Restaurants du cœur, Jeudi noir (action pour le logement), des éléments de mouvements féministes, les pratiques numériques éducatives 2.0, des mobilisations issues des quartiers populaires, la réémergence des Universités populaires, sans oublier nombre de collectifs informels (Richez, *Ibid* ; Verrier, 2005).

Aujourd'hui, plus de 430 000 associations relèveraient en France du secteur Jeunesse et Education populaire, avec environ 680 000 salariés, 6 millions de bénévoles, pour un budget de 18 milliards d'euros (Cnajep, 2017 Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire). **(Pour mémoire :** (1,3 millions d'associations de toutes sortes sont actives en France, avec 16 millions de bénévoles ; 23 millions de personnes sont membres d'une association).

Les temps forts de l'histoire de l'EP sont marqués par l'ère du volontariat et du militantisme, de l'associationnisme, la professionnalisation n'est pas encore apparue, la formation des éducateurs populaires se fait par la bonne volonté et la pratique, c'est là une dimension historique centrale.

Peu à peu, des activités longtemps assurées par l'éducation populaire, comme la mise à disposition du théâtre pour les classes populaires par exemple (et l'accès aux loisirs culturels en général), vont être également le fait de l'animation socioculturelle (P. Besnard, 1985), et l'éducateur populaire peut devenir animateur socioculturel. Sans perdre sa spécificité, l'éducation populaire partage donc aujourd'hui avec d'autres institutions les tâches qui jadis lui incombaient en priorité (sans oublier le secteur de la formation d'adultes, avec ses fondements économiques très différents de l'EP traditionnelle).

Nous aidant de Geneviève. Poujol, d'Antoine Léon, de Jean-Marie Mignon, d'autres également, schématiquement, en résumé, on peut repérer plusieurs périodes dans l'évolution de l'éducation populaire :

- un premier temps marqué par l'influence philanthropique de la bourgeoisie, qui, sous-tendue par l'humanisme, vise la pacification sociale par l'éducation ;
- un deuxième temps marqué par la montée en puissance du monde ouvrier, qui avance de front avec une progression démocratique, dans le social comme dans le culturel ;
- le troisième temps est celui du tournant de la Seconde Guerre mondiale, avec l'arrivée des grandes fédérations d'éducation populaire et le début de la professionnalisation.

Aujourd'hui : deux grandes familles d'usages de l'expression « éducation populaire »

(repris à : Laurent Besse et *al* 2016) :

1°) La première se réfère grosso modo à ce qui relève de l'agrément Jeunesse et éducation populaire (JEP). Cette catégorie renvoie grossièrement à des associations dont l'institutionnalisation s'est déroulée pour l'essentiel entre le Front populaire et les années 1970. Ce sont les Mouvements de jeunesse, les MJC, les centres sociaux et administration Jeunesse et sports, etc..

Cette catégorie correspond au secteur de l'animation. On y prête attention à l'EP de façon variable : beaucoup dans le secteur associatif des fédérations institutionnalisées entre 1936 et 1970, en particulier chez ses cadres qui se vivent comme des militants de l'éducation populaire, mais moins dans le secteur municipal de l'animation en forte croissance depuis une vingtaine d'années.

2°) Un deuxième usage du vocable EP remontant au milieu des années 1990, ni administratif ni à proprement parler hérité : le vocable EP sert alors à désigner une nouvelle forme de rapport contestataire au politique qui passerait par la critique sociale mais sans recourir aux formes traditionnelles des luttes politiques (partis, coordinations) et qui mettrait l'accent sur des formes de prise de conscience et sur l'importance du combat culturel.

Ceux qui s'en réclament n'appartiennent pas tous à l'origine au secteur JEP, et si c'est le cas, ils proviennent de ses marges intellectuelles, volontiers critiques de l'institutionnalisation et de ses effets en termes de dépolitisation.

Cet usage s'est développé hors du secteur de l'animation . ainsi le mouvement ATTAC s'en réclame-t-il à ses origines . provoquant par réaction un retour en grâce de son usage dans le secteur institutionnalisé qui, avec des nuances, s'en était détourné depuis la fin des années 1960.

Les deux usages de l'expression se superposent donc partiellement, du point de vue des acteurs, très peu en revanche du côté des publics et des pratiques concernées.

...et l'historien Jean-Marie Mignon (2007) écrit à propos des tendances d'une éducation populaire parfois proches de l'action protestataire, comme l'EP politique :
« On peut en effet imaginer une nouvelle éducation populaire moins directement éducative, plus réactive aux émotions sociétales, quelles qu'elles soient, aux dysfonctionnements de la société. Cette situation serait-elle exemplaire de l'avenir de l'éducation populaire, ou ne serait-elle pas plutôt une nouvelle forme d'activisme politique? » .

Pour le Pavé, scoop d'EP aujourd'hui dissoute et recomposée en plusieurs associations : Si l'éducation populaire existe, et si elle n'a jamais cessé d'exister, c'est dans ses multiples formes, et non dans sa confiscation par des associations se réclamant d'un label ministériel « Jeunesse et Éducation Populaire ». Elle existe partout où on mène une action en faveur de la conscientisation, de l'émancipation, du développement de la puissance d'agir et de la transformation sociale : dans les syndicats, dans les structures éducatives qui mettent en œuvre des pédagogies alternatives, dans les entreprises qui fonctionnent en autogestion, dans le travail social quand il n'est pas conçu comme un travail de contrôle social, etc.

Pratiques fréquemment mises en œuvre dans ce sillage : arpentage / recherche-action / conférences gesticulées / petite-grand histoire / débat mouvant / enquête ouvrière / enquête conscientisante / théâtre forum, etc...

Une mutation, au moins partielle, serait repérable dans les activités d'associations se revendiquant d'une éducation populaire politique (A. Morvan, 2011), en partie en réaction à la professionnalisation poussant les membres des associations à devenir des délégataires de services publics plutôt que des militants.

4 - Enjeux du XXI^e siècle (partie adaptée de Verrier, 2020)

Plusieurs *enjeux-défis* thématique se dessinent aujourd'hui pour l'EP. Retenons-en seulement cinq parmi les plus importants : 1°) la popularisation de l'enseignement supérieur ; 2°) l'écologie et la prise en compte de l'environnement ; 3°) le numérique et la cyberculture ; 4°) la dimension existentielle ; 5°) une pensée renouvelée sur le et la politique.

"Popularisation" de l'enseignement supérieur de haut niveau

La revendication de jadis, l'accès de tous à l'instruction, est statistiquement satisfaite, mais le tri social fait son œuvre au cours des années de scolarisation, et l'instruction elle-même laisse à désirer pour bon nombre d'élèves. Il en va de même pour l'enseignement supérieur : un accès plus large est maintenant possible, les enfants des classes ouvrières et plus largement des classes socialement désavantagées accèdent plus qu'auparavant à l'université, toutefois, tendanciellement, ils n'y restent pas et sont faiblement représentés en doctorat.

Ce que l'EP réalise de complémentaire au système scolaire initial, il lui faut l'accomplir pour l'enseignement supérieur (pour y mieux préparer les futurs étudiants, pour les accompagner pendant leur parcours, aussi pour donner à de non-étudiants les contenus délivrés dans les universités). La tâche est immense, d'autant plus que les universités procèdent encore largement selon des enseignements standards ne convenant pas à tous.

Cet enjeu-défi appelle une pédagogie réinventée, avec, entre autres et surtout, une reconsidération de la façon dont on forme à la recherche et le moment où on le fait (il faudrait que ce soit dès l'entrée à l'université, mais c'est plutôt jamais pour la plupart des étudiants, dont seulement une petite proportion atteindra les deuxième et troisième cycles). Or l'apprentissage de la recherche aide à devenir auteur (d'idées et de soi-même), et du même coup participe au développement intellectuel général. Il y aurait tout à gagner à inventer les tours de main pédagogiques transmettant l'art de la recherche à tous, dès l'entrée à l'université.

Si l'université officielle ne se donne pas les moyens, il revient à l'EP de le faire. Un petit patrimoine pédagogique novateur pour l'enseignement supérieur existe déjà, il est disponible, on peut y puiser et l'augmenter¹. Dans son indispensable travail de

¹ L'Université populaire de Paris 8 Saint-Denis fut pendant ses trois années d'existence une expérimentation d'éducation populaire à l'intérieur d'une université d'Etat, imaginant des pédagogies différentes de celles habituellement pratiquées à l'université, faisant entrer l'auditeur directement dans un processus de recherche, sans attendre le Master 2 et le doctorat ; voir *Les Cahiers du fil rouge*, n°18, 2013, 108 p., disponible sous forme papier et en ligne : <http://ep.cfsasbl.be/spip.php?article172>

démocratisation des savoirs de haut niveau, l'éducation populaire peut s'en inspirer pour élaborer sa propre pédagogie du supérieur, en une sorte de laboratoire pédagogique expérimental, disponible pour ses associations, mais également pour l'institution universitaire. Il n'y a plus aucune raison valable pour ne pas s'emparer encore davantage de domaines réservés à des publics restreints dans les universités et autres lieux de création et de transmission de savoirs académiques/savants, afin de les mettre plus largement à la disposition de tous pour qu'ils deviennent des leviers du changement social.

L'écologie et la prise en compte de l'environnement

L'urgente nécessité de saisir la gravité de la détérioration accélérée de notre relation à l'écosphère passe par l'éducation à la sensibilité au monde. Impossible désormais d'être conscient de son existence (un « citoyen du monde » sur notre « Terre-patrie² ») sans problématiser les questions écologiques allant de pair avec le capitalisme mortifère (capitalocène) régnant sur la planète, les modes d'industrialisation, de consommation, de développement, de croissance, élevés au statut de dogme indépassable. Des initiatives allant dans le sens de la prise en compte de l'écologie existent bien sûr dans l'ÉP, mais peut-être encore trop sous-représentées. Une vision pluridisciplinaire est indispensable à développer avec nombre de formations nouvelles à créer.

L'enjeu-défi écologique/environnemental s'appuiera sur une pédagogie visant à développer le ressenti de l'environnement, l'esprit de symbiose avec lui, environnement minéral, végétal, animal, sans oublier l'eau, l'air, le feu. La prise de conscience de la fragilité et de la finitude de l'écosphère ne peut être seulement intellectuelle, elle appelle la dimension du vécu, du sensible. Une « écopédagogie », centrée sur l'environnement, doit annexer le vécu avec les éléments³, avec la vie sous toutes ses formes également, partie intégrante de l'environnement.

Si les écoles et l'université le font trop timidement, il revient à l'éducation populaire de s'en charger à plein, d'autant plus aisément que les activités de plein air lui sont connues depuis toujours. Les perspectives d'inventivité pédagogique sont alors foisonnantes, ludiques et capables de déployer des inspirations mettant de plus en plus les acteurs des dispositifs en mesure de croiser leur enrichissement intellectuel et théorique avec le concret de l'arbre, du rocher, du vent, de la vague. L'éducation populaire doit contribuer à restituer à l'être humain la part écologique de lui-même dont il a été amputé par une modernité devenue ivre d'une croissance infinie confondue avec le progrès émancipateur.

Le numérique et la cyberculture

Les modes d'acquisition et de transmission des connaissances sont bouleversés de fond en comble, et nous ne sommes qu'au début de transformations encore plus radicales. De ce point de vue, se pencher attentivement sur le type d'émancipation possible véhiculé par la cyberculture devient un enjeu central pour la réactivation de la préoccupation démocratique de l'ÉP. Bien connaître les caractéristiques de ce nouveau mode de communication est crucial, car le revers de la médaille est préoccupant : main mise par de gigantesques entreprises internationales sur le numérique (les GAFAM), surveillance de nos vies au jour le jour par l'intermédiaire

² Edgar Morin, Anne-Brigitte Kern, *Terre-patrie*, Paris, 1993, 216 p.

³ Pour un début de réflexion sur ce sujet, lire les travaux du GREF (Groupe de Recherche sur l'Écoformation), entre autres ouvrages : Gaston Pineau et al, 2005, *Habiter la terre : écoformation terrestre pour une conscience planétaire*, Paris, L'Harmattan, 292 p.

de nos ordinateurs connectés, circulation d'informations erronées ou tendancieuses...

L'enjeu-défi de la cyberculture entrera en force dans la pédagogie de l'EP, comme support et comme objet de réflexion⁴.

Une EP ne jouant pas résolument dès aujourd'hui la carte de la pédagogie en ligne et les innovations/inventions qu'elle permet se prive d'un espace extraordinairement interactif et interrelationnel, à partir duquel il est possible de redéfinir (et donc de le mieux comprendre) l'être-ensemble pédagogique et social, auquel l'éducation populaire attache tant d'importance, sans oublier la convivialité dans l'apprentissage actif (Verrier, Kim, 2009). La dimension de la communication en sera renforcée, ainsi que la collaboration et la coopération (forums, wikis, vidéos en ligne, skype). Il s'agit d'une pédagogie construite à partir de la cyberculture, qui aidera à réfléchir sur la cyberculture elle-même, en exploitant toutes les possibilités cognitives et démocratiques du cyberspace.

A côté du support, l'objet de réflexion pourra être : Que sommes-nous en train de vivre de basculement entre la civilisation du papier et celle de l'écran, et comment nous approprions-nous ce changement ? Quelles femmes et hommes devenons-nous, quels citoyens, quels peuples, avec ces médias inconnus il y a cinquante ans ? Et qu'en faisons-nous pour que grâce à eux (et non plus malgré eux) le demi siècle à venir soit vivable ? Comment vivrons-nous au temps de l'intelligence artificielle généralisée à tous nos moments de vie, ce qui est pour bientôt ? Sera-t-elle une alliée démocratique ou une redoutable ennemie ?

Reconnaissance de la dimension existentielle

Il s'agit là de prendre à bras-le-corps la réflexion concernant les savoir-être et savoir-devenir et d'œuvrer à leur approfondissement, ce que désertent presque totalement les grandes organisations d'éducation formelle.

Si cet aspect existentiel de l'éducation est mis de côté, tout le reste est promis à l'échec. Nombreux sont ceux à le penser depuis l'Antiquité, plus près de nous c'est le cas d'Henri Laborit ou Jiddu Krishnamurti, pour prendre deux penseurs éloignés par leur spécialité. Des philosophes, nombreux, pourraient être appelés à la barre des témoins, de Socrate à Montaigne jusqu'au Michel Foucault du « faire de sa vie une œuvre d'art ».

Dans toute transformation sociale, y compris politique, la non prise en compte du psychisme et de l'existentialité⁵ a souvent des effets négatifs, capables de compromettre l'ensemble du changement envisagé.

L'un des enjeux de l'EP aujourd'hui est de considérer le « Qui suis-je ? » (et, derrière, le « Qui est l'être humain ? ») à égalité avec le « Que sais-je ? », l'un et l'autre s'équilibrent, se complètent. L'éducation formelle est généralement fermée, voire hostile à ce versant existentiel, aussi la tâche de l'EP est-elle là encore immense..

Il convient d'ajouter à cet existentiel la dimension d'une spiritualité athée. Le besoin de spiritualité demeure enfoui en nous, mais il est besoin d'une spiritualité sans dieux, avantageusement remplacés par le réel à l'état brut : la profondeur cosmique,

⁴ L'éducation populaire 2.0 existe déjà, mais il conviendrait de la développer davantage, afin qu'elle devienne un objet central de toute association d'éducation populaire, qui à la fois en tirerait parti et apprendrait à la critiquer. Pour aller un peu plus loin : Lionel Arnaud, "Une éducation populaire 2.0?", in revue *Nectart*, n°7, 2018/2, pp.50-57.

⁵ Entendue comme volonté d'auto-compréhension de soi (nos ressentis, nos émotions, nos joies, nos peurs), et de compréhension de la nature réelle de ce qui nous environne.

les splendeurs de la nature, ses déchainements et envoutements, l'infini mystère de l'existence et de la vie. Les questions philosophiques: Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? Quel est le sens de la vie, de la mort ? Pourquoi le Mal persiste-t-il ? Qu'est-ce que l'amour ?, accaparées par les religions (qui n'ont jamais su y répondre correctement) nous tourmentent autant que jadis. Une existentialité spirituelle sans dieux, fermement athée ou au moins agnostique, peut cette fois⁶ les remettre au travail, sous le signe d'une raison ouverte, et comme les lieux permettant de le faire sont peu nombreux, l'EP est à nouveau bien placée.

Cet enjeu-défi de la dimension existentielle, et aussi spirituelle, aura une place pédagogique centrale, qui remettra au premier plan, et en inventant de nouvelles, les pédagogies centrées sur le développement personnel, qu'Yves Bertrand (1993) classait dans la rubrique « Pédagogies spiritualistes » (les histoires de vie pourraient y entrer, aussi d'autres approches biographiques, sans oublier la gestalt, le psychodrame, différentes techniques de prise de conscience de soi et de développement de la personne, avec des exercices mettant le corps au service de l'intériorisation, comme la relaxation, le yoga, la méditation, etc.)

Il convient cependant de conserver la plus grande vigilance en la matière, on sait par exemple les terrains proches du développement personnel souvent minés par des idéologies et des raisons économiques discutables. C'est pourquoi il s'agit de toujours viser l'accroissement de l'autonomie et le sens critique du sujet. Plus l'EP développera l'épanouissement et l'autonomie de l'éduqué, plus il sera apte à critiquer la pédagogie existentielle proposée si jamais elle devenait aliénante au mépris de sa finalité. Le besoin d'invention pédagogique est immense pour la suite du XXI^e siècle, et des retours à ce qui a pu être déjà pensé et est passablement oublié pourra être des plus utiles⁷.

Travailler une pensée renouvelée sur le et la politique

Ceci valant pour *le* politique, substantif masculin, et sa machinerie bien connue : les femmes et hommes politiques, les conquêtes et conservations du pouvoir pour soi, pour une tendance, un parti, avec les calculs idoines, les stratégies, les tactiques. Il est urgent d'inventer de nouvelles façons d'être (existentiel...) dans ce politique et d'en faire (la façon d'être conditionnant le faire, mais le faire et ses leçons pouvant rétroagir sur l'être). La citoyenneté et la démocratie, pierres angulaires du message de l'EP, sont sommées de se réinventer, sous peine de raidissements futurs, de nouveaux dangers, peut-être autoritaires.

Si on peut observer des soubresauts sociaux paraissant aller dans ce sens avant d'échouer puis de disparaître⁸, aucun mouvement d'ensemble et d'envergure ne se profile à court et moyen terme pour faire avancer l'idée politique, de *la* politique cette fois (réflexions et propositions de finalités pour la cité, discutées et déterminées par l'ensemble des citoyens⁹). En ce sens, le travail de l'EP pourrait être de participer à

⁶ Philippe Corcuff, *Pour une spiritualité sans dieux*, Textuel, 2016, 96 p. ; André Comte-Sponville, *L'esprit de la théisme : Introduction à une spiritualité sans dieu*, Paris, Albin Michel, p. 176.

⁷ Ne serait-ce que les anciens travaux de Ludwig Binswanger sur l'analyse existentielle (*Introduction à l'analyse existentielle*, Paris, Les Ed. de Minuit, 1971, 263 p), ou ceux de Jacob Levy Moreno (*Psychothérapie de groupe et psychodrame*, Paris, Puf, 1965, 468 p.), seraient un début d'introduction classique à cette facette pédagogique ; sans oublier les précieux apports de Pierre Hadot : *Exercices spirituels et philosophie antique*, Paris, Albin Michel, 2002, 404 p., ou *La philosophie comme éducation des adultes*, Paris, Vrin, 2019, 368 p.

⁸ En 2019 on pensera bien sûr à Nuit debout en France, au printemps 2016.

⁹ Toutefois des tentatives ont lieu, parfois réussies localement, parfois encore dans l'expérimentation : les ZAD, la démocratie directe locale, et viendront sans doute bientôt la cyberdémocratie, voire la

sa mesure à une redéfinition *du* politique (la machinerie) et de *la* politique : faire converger les idées neuves, en produire, les rassembler pour les penser en profondeur et même contribuer à les rendre actives. Sans oublier le lien à établir avec le point précédent de l'existential et de la connaissance de soi.

Car c'est le questionnement de toujours, remontant à l'Antiquité : Comment se changer soi-même et changer le monde? Changer la société d'abord pour changer les personnes, ou changer les personnes pour qu'en résulte un changement de société? Si peut arriver que l'ésitation soit envisageable (l'un ou l'autre?), au final se changer individuellement et changer la politique sont deux mouvements indissociablement liés.

L'enjeu-défi *du* et de *la* politique est à mettre en rapport avec la dimension de la recherche (devenir tout de suite chercheur, problématiser un objet pour savoir problématiser politiquement le monde). Pour l'EP cet aspect politique tendu vers la conscientisation, la citoyenneté, l'émancipation, ne va pas sans un processus consistant à éduquer des citoyens-chercheurs (retour ici au premier enjeu-défi de la popularisation de l'enseignement supérieur) capables de réfléchir en profondeur au devenir et aux possibles politiques de notre société-civilisation. En plus de la formation à la recherche, cette pédagogie à inventer sera une attention soutenue apportée au politique : comment il fonctionne, comment il se dit, comment il évolue, comment il se dévitalise, comment on s'en désintéresse. Cette pédagogie vers un nouveau *du* et de *la* politique sera celle de la citoyenneté active, une pédagogie se devant elle-même d'être le reflet de la citoyenneté désirée, et sans doute l'autodétermination et l'auto-organisation des participants devront en être des composants premiers.

Cet appel à une politique renouvelée s'appuiera sur le savoir (savoir institué, mais aussi savoir à créer) et sur le savoir-être que l'EP contribuera à développer (dimension existentielle encore). Longtemps on les a opposés, mais ils cheminent ensemble pour constituer de nouveaux élans de pensées et d'activités inédits, à mettre en chantier. Accompagnant le savoir-être (et savoir-être en politique), l'éthique (individuelle et collective) sera un élément-clé de l'ensemble en réinvention. Sans elle, sans son examen approfondi et son respect par tout acteur politique, toute élaboration nouvelle, même si elle réussissait « techniquement » de façon provisoire, serait condamnée à finalement ressembler à la politique préexistante, celle-là même que l'on combat.

Cette pédagogie mettra sur les aspects collaboratifs et coopératifs, conviviaux, au sein de la structure où elle opère. Elle devra en quelque sorte être elle-même la préfiguration active, dans les faits, du renouvellement espéré de la praxis politique. Auto-organisation, autorisation, collaboration, coopération, conscientisation, convivialité, éthique, savoir-être, connaissance de soi, émancipation, citoyenneté, en seront quelques-uns des mots-clés. Et les tentatives de renouvellement observées sur le terrain (lieux de démocratie participative, palabres citoyens, cyber-referendums, mouvements revendicatifs à tonalité inédite) seront d'excellents moyens de se former en temps réel, directement sur le terrain, à l'art de la critique, y compris celle de ces formes politiques elles-mêmes, naissantes ou encore juvéniles. Plus intéressant et porteur que les cours d'instruction civique donnés aux enfants dans les écoles, vulgariser et pratiquer la démocratie et la politique sous cet angle deviendra une tâche centrale de l'éducation populaire.

Conclusion

La liste des enjeux-défis n'est pas limitative (on pourrait proposer d'autres sous-thèmes : l'interculturel, les médias, l'économie, la mondialisation, le climat, le genre, l'anti-spécisme etc., sans oublier la réflexion sur l'éducation elle-même.

Ne pas oublier que l'éducation populaire est avant tout de l'éducation. L'éducateur populaire ne peut oublier ce que peut être un éducateur, quelqu'un de profondément concerné par l'acte éducatif. Pas seulement un militant : un éducateur.

Ce qui revient pour lui à s'interroger constamment sur ce qu'est l'éducation, sur le type de rapport et surtout de relation qu'elle implique. Constamment interroger sa relation à la question de la relation pédagogique et éducative, justement, et sans cesse s'autocritiquer, se remettre en question, s'interroger sur sa présence au monde et à autrui et aussi travailler sur soi en faisant de son acte pédagogique un exercice spirituel continu, au sens de Pierre Hadot (2002).

C. Verrier, octobre 2021

Bibliographie

BERTRAND Yves, 1993, *Les théories contemporaines de l'éducation*, Lyon, Chronique Sociale.

BESNARD Pierre, 1985, *L'animation socio-culturelle*, Paris, PUF, QSJ n° 1855, 126 p.

BESSE Laurent, CHATEIGNER Frédéric, FLORENCE IHADDADENE Florence, 2016, "L'éducation populaire. Note de synthèse, in *Savoirs*, n° 43.

CACERES Bénigno, 1964, *Histoire de l'éducation populaire*, Paris, Seuil.

CNAJEP (Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire), 2017, en ligne : <http://www.cnajep.asso.fr/cnajep-en-bref/>

HADOT Pierre, 2002, *Exercices spirituels et philosophie antique*, Paris, Albin Michel, 404 p.

LEON Antoine, 1983, *Histoire de l'éducation populaire en France*, Paris, Nathan, 207 p.

MAUREL Christian, 2000, *L'éducation populaire et le travail de la culture : éléments d'une théorie de la praxis*, Paris, L'Harmattan, 169 p.

MAUREL Christian, 2010, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan

MIGNON Jean-Marie 2007, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte

- MORVAN Alexia, 2011, *Pour une éducation populaire politique. Une recherche-ction en Bretagne*, Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Université de Paris VIII, en ligne : http://1.static.e-corpus.org/download/notice_file/2452933/MORVAN.pdf
- POUJOL G enevi eve, 1981, *L' ducation populaire : histoires et pouvoirs*, Editions de l'Atelier, 225 p.
- POUJOL G enevi eve, 2000, *L' ducation populaire : le tournant des ann ees soixante-dix*, Paris, L'Harmattan, 249 p.
- RICHEZ Jean-Claude, 2013, Education populaire : entre héritage et renouvellement, *Bulletin d'études et de synthèses de l'Observatoire de la Jeunesse*, n  14, en ligne : http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/jes14_education_populaire.pdf
- VERRIER Christian (Coord), 2005, Les pratiques contemporaines de l'éducation populaire, *Pratiques de formation Analyses*, n  49
- VERRIER Christian, KIM, Sunmi (Dir), 2009, *Le plaisir d'apprendre en ligne à l'université, implication et pédagogique*, Bruxelles, De Boeck, 223 p.
- VERRIER, Christian, 2017, *Former à la recherche en éducation populaire. Une voie émancipatrice, avec, par et pour le peuple*, Lyon, Chronique sociale
- VERRIER, Christian, 2019, "Education populaire", in Delory-Momberger C (dir) : *Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique*, Er s, 2019, pp. 209-211.
- VERRIER, Christian, 2020, *L' ducation au gré de ses métamorphoses*, Paris, Les Ed du Cygne, 148 p.